

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection
des Populations
Service protection de l'environnement

Valence, le

26 SEP. 2014

Affaire suivie par : Valérie DELVAL
et UT DREAL : Thierry JULIEN
Tél. : 04-26-52-22-09
Fax : 04-26-52-21-62
Courriel : valerie.delval@drome.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL n° 2014 263 - 0022
DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

AU TITRE D'UNE INSTALLATION CLASSÉE
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

APPLICABLES à la société Pâtisserie PASQUIER ETOILE
à ETOILE SUR RHONE

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article R. 512.31 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 03-1545 du 24 avril 2003 autorisant la société Pâtisserie PASQUIER SUD à exploiter une activité de fabrication industrielle de pâtisseries surgelées sur la commune d'ETOILE SUR RHONE (26800), ZI des Basseaux ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012068-0020 du 08 mars 2012 de prescriptions complémentaires applicables à la société Pâtisserie PASQUIER ETOILE à Etoile-sur-Rhône ;

Vu le dossier déposé le 4 juin 2014 de modifications des conditions d'exploitation, de la société Pâtisserie PASQUIER ETOILE ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 30 juillet 2014 ;

VU l'avis du CODERST du 11 septembre 2014 ;

VU le courrier envoyé le 11 septembre 2014 demandant à l'exploitant dans un délai de quinze jours, des observations à formuler sur le projet d'arrêté ;

VU le courrier du 16 septembre 2014 en réponse ;

Considérant l'évolution de l'activité du site ;

Considérant que :

- les risques incendie et ammoniac ont été pris en compte,
- les modifications des conditions d'exploitation ne conduisent pas à des impacts supplémentaires,
- les modifications des conditions d'exploitation, en cas d'incendie, génèreraient un flux de 3kW/m² en dehors des limites de propriété d'une dizaine de mètres au sud du site,
- l'exploitant du terrain impacté par le flux thermique de 3 kW/m² (carrosserie VINCENT) a été informé et n'a émis aucune remarque s'opposant à ce projet,
- s'agissant d'un phénomène dangereux issu d'une installation soumise à déclaration, la circulaire DPPR du 04/05/2007 relative à la maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées précise qu'il n'a pas à être pris en compte dans le cadre de la maîtrise de l'urbanisation ;

Considérant qu'en conséquence la demande présente un caractère non substantiel ;

Considérant que le tableau des activités à l'annexe 1 de l'arrêté n° 03-1545 du 24 avril 2003 doit être actualisé ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme ;

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté préfectoral n°2012068- 0020 du 8 mars 2012 est annulé.

Article 2 :

Le tableau de l'annexe 1 de l'arrêté n°03-1545 du 24 avril 2003 est remplacé par le tableau suivant :

Nature des activités	Volume des activités	Rubriques	Classement
Emploi d'ammoniac	10 tonnes	1136.B.b	A
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale (quantité de produits entrants)	72,1 t/jour	2220.B.2.a	E
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale (quantité de produits entrants)	31,1 t/jour	2221.B	E
Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air.	4125 kW	2921.a	E
Entrepôts frigorifiques (volume susceptible d'être stocké)	19492 m ³	1511.3	DC
Lait ou produits issus du lait (réception, stockage, traitement, transformation)	25 145 litres/jour équivalent lait	2230	D

Article 3 :

Le paragraphe Eau de process de l'annexe 4 de l'arrêté n°03-1545 du 24 avril 2003 est annulé et remplacé par:

Eau de process :

Les eaux industrielles sont rejetées dans le réseau d'assainissement communal après avoir subi un prétraitement et doivent respecter les caractéristiques suivantes :

Débit journalier maxi : 100 m³/j
Moyenne mensuelle des débits journaliers : 50 m³/j
Débit maxi horaire : 17 m³/h

	Flux moyen journalier (kg/j)	Flux maxi journalier (kg/j)	Flux maxi horaire (kg/h)	Concentration (mg/l)
MEST	70 kg/j	140 kg/j	24 kg/h	1400 mg/l
DBO5	140 kg/j	280 kg/j	47 kg/h	2800 mg/l
DCO	290 kg/j	580 kg/j	97 kg/h	5800 mg/l
N Global	4 kg/j	8 kg/j	1,5 kg/h	80 mg/l
Phosphore	2,5 kg/j	5 kg/j	0,85 kg/h	50 mg/l
SEH	10 kg/j	20 kg/j	3,4 kg/h	200 mg/l

Article 4 :

Le point 4.1 de l'article 2 de l'arrêté n°03-1545 du 24 avril 2003 est complété comme suit :

Un indicateur permettant de suivre l'évolution de la quantité d'eau consommée par tonne de produits finis est mis en place, actualisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 :

Le point 4.2.2 de l'article 2 de l'arrêté n°03-1545 du 24 avril 2003 est complété comme suit :

Les ouvrages d'infiltration sont dimensionnés conformément aux préconisations de l'étude d'infiltration réalisée le 28 juillet 2014.

Article 6 :

Le troisième paragraphe du point 4.8.2.1 de l'article 2 de l'arrêté n°03-1545 du 24 avril 2003 est supprimé et remplacé par :

En particulier la rétention des eaux incendie sera assurée au niveau des quais de réceptions (100 m³) , des quais d'expédition (450 m³) et du stockage de produits finis (2055 m³).

Article 7 :

Le point 6.2.5 de l'article 2 de l'arrêté n°03-1545 du 24 avril 2003 est supprimé et remplacé par :

Protection contre la foudre :

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Article 8 :

Les deux premiers paragraphes du point 6.5.3 de l'article 2 de l'arrêté n°03-1545 du 24 avril 2003 sont supprimés et remplacés par :

Une réserve d'eau incendie de 430 m³ est en place en complément du réseau de sprinklage et du réseau communal d'incendie.

Article 9 :

Le deuxième paragraphe du point 6.5.4 de l'article 2 de l'arrêté n°03-1545 du 24 avril 2003 est supprimé et remplacé par :

L'ensemble du site est sprinklé, le stockage froid dispose d'un système de protection sprinkler manuel sur les poteaux de charpente. L'exploitant prendra toutes les dispositions pour assurer l'alimentation en eau de ce système d'extinction. Les installations de protection contre l'incendie seront correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles feront l'objet de vérifications périodiques.

Article 10 :

L'article 2 de l'arrêté n°03-1545 du 24 avril 2003 est complété comme suit :

7 Dispositions relatives aux appareils à pression

L'exploitant établira et tiendra à jour un état des équipements sous pression soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié avec l'indication des éléments suivants pour chaque équipement concerné:

- le nom du constructeur ou du fabricant,
- le numéro de fabrication (ou référence de l'ISO pour les tuyauteries),
- le type: R pour récipient, ACAFR pour appareil à couvercle amovible à fermeture rapide, GVAPHP pour générateur sans présence humaine permanente, T pour tuyauterie,
- l'année de fabrication,
- la nature du fluide et groupe: 1 ou 2,
- la pression de calcul ou pression maximale admissible,
- le volume en litres ou le DN pour les tuyauteries,
- les dates de la dernière et de la prochaine inspection périodique,
- les dates de la dernière et de la prochaine requalification périodique,
- l'existence d'un dossier descriptif (état descriptif ou notice d'instructions),
- les dérogations ou aménagements éventuels.

Cet état peut être tenu à jour sous une forme numérique; un exemplaire sous format papier est remis à l'inspecteur des installations classées ou à l'agent chargé de la surveillance des appareils à pression à sa demande.

Article 11 :

Le point 5 de de l'article 3 de l'arrêté n°03-1545 du 24 avril 2003 est supprimé et remplacé par:

5 Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air

Les installations existantes de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air respectent toutes les prescriptions de l'AM du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime Enregistrement au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature ICPE, dès lors que ces prescriptions ne sont pas contraires à celles fixées par ailleurs dans l'AP.

Article 12 :

L'article 4 de l'arrêté n°03-1545 du 24 avril 2003 est supprimé et remplacé par:

Article 4 Entrepôts frigorifiques

Les entrepôts frigorifiques sont composés de:

Transtockeur n°1 : stockage produits finis existant avant l'extension de 2014

Transtockeur n°2 : nouveau stockage produits finis (extension de 2014)

Les dispositions de l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées sont applicables à ces installations excepté le point 3.1 de l'annexe I.

Les dispositions de l'annexe I sont applicables au transtockeur n°1 (installation existante) selon le calendrier précisé en annexe II.

Article 13 :

Le point 2 de l'annexe 3 de l'arrêté n°03-1545 du 24 avril 2003 est complété comme suit :

2.3 : Dans les six mois suivant la mise en exploitation du transtockeur n°2, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence sera effectuée.

Article 14 :

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

Article 15 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP1135 38022 GRENOBLE Cedex 1) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée postérieurement à l'affichage du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 16 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

Un extrait de cet arrêté, énumérant toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie d'Étoile-sur-Rhône et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et une copie sera transmise à la direction départementale de la protection des populations.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitant de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Direction départementale des Populations, aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

Le présent arrêté peut être consulté sur le site internet de la préfecture de la Drôme

Article 17 : Exécution et copie

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, Madame le Maire d'Étoile-sur Rhône et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- le Maire d'Étoile-sur Rhône ;
- le Directeur Départemental Interministériel des Territoires ;
- le Directeur de l'Agence Régionale de la Santé ;
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- le Directeur de l'Unité Territoriale de la Drôme de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ;
- la Directrice Régionale de la DREAL de Rhône-Alpes Unité Territoriale Drôme-Ardèche ;
- et à Monsieur le Directeur de la société Pâtisserie PASQUIER Etoile à Etoile.

Fait à Valence, le 26 SEP. 2014
Le Préfet

Le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES